



FERMETURES D'USINES ET RAPPORTS A L'ECOLE DES FAMILLES DE SIDERURGISTES

LE LONGWY¹ DES ANNÉES 1980²

Fechamento de fábricas e relações com a escola das famílias de siderúrgicos em Longwy durante a década de 1980

Factory closures and relationships with schooling among steelworkers' families in Longwy during the 1980s

RÉSUMÉ

De nombreuses usines ont été fermées à la fin des années 1970 et dans la première moitié des années 1980 dans le bassin sidérurgique de Longwy³. Les luttes des travailleurs, en 1979-1980 puis en 1984, en ont fait un des symboles de la résistance ouvrière avec un très grand et durable retentissement national⁴. Il est aussi devenu un lieu pionnier dans l'expérimentation de dispositifs de « reconversion » : « congés formation-conversion, bilans de compétences, gestion prévisionnelle des emplois⁵ ». Le milieu des années 1980 est aussi celui de la « seconde explosion scolaire ». La « politique des 80% au bac »⁶ se traduit progressivement par un accès de plus en plus important des enfants d'origine ouvrière aux études longues. Nos recherches (Deshayes 1995, 2014) aident à situer les rapports au savoir et à la certification scolaire des familles de sidérurgistes dans cette configuration historique. Les transformations du rapport à l'école concernaient déjà les parents, même inégalement selon les fractions de classe. Les parcours de leurs enfants témoignent en quelques années du poids croissant et inégal de l'école. L'étude des dernières années d'une école professionnelle de la sidérurgie montre comment interagissent les transformations du salariat, le poids croissant de la forme scolaire et les univers de socialisation conflictuels construits dans la sidérurgie.

Mots-clés: Usines fermées. Luttes des travailleurs. Résistance ouvrière. Dispositifs de reconversion. Salariat. École.

RESUMO

Muitas fábricas fecharam na região siderúrgica de Longwy no final da década de 1970 e na primeira metade da década de 1980. As lutas dos trabalhadores em 1979-1980 e novamente em 1984 fizeram da região um símbolo da resistência da classe trabalhadora, com um impacto nacional significativo e duradouro. Ela também se tornou um local pioneiro para a experimentação de programas de "requalificação profissional": "licença para desenvolvimento de habilidades, avaliações de habilidades e planejamento da força de trabalho". Meados da década de 1980 também testemunharam a "segunda explosão na educação". A "política de taxa de aprovação de 80% no bacharelado" gradualmente se traduziu em um acesso cada vez maior ao ensino superior para filhos de famílias da classe trabalhadora. Nossa pesquisa (Deshayes 1995, 2014) ajuda a situar a relação com o conhecimento e a certificação educacional entre as famílias de siderúrgicos dentro desse contexto histórico. A mudança na relação com a escola já afetava os pais, embora de forma desigual entre as diferentes classes sociais. As trajetórias educacionais de seus filhos, ao longo de apenas alguns anos, demonstram a crescente e desigual influência da escola. Um estudo dos anos finais de uma escola profissionalizante na indústria siderúrgica revela como as transformações no emprego assalariado, a importância cada vez maior da educação formal e os padrões de socialização conflitantes desenvolvidos dentro da indústria siderúrgica interagem.

¹ Longwy est une ville longtemps dominée par une mono-industrie sidérurgique du Nord-Est de la France à la frontière de la Belgique et du Luxembourg.

² Cet article est original et résulte d'une étude de longue durée sans financement direct des organismes publics et/ou privés.

³ Le nombre d'emplois sidérurgiques y passe de 24000 en 1955 à 0 en 2006.

⁴ Le journal Le Monde a titré « La république populaire de Longwy » après une manifestation nationale à Paris organisée par les syndicats de la sidérurgie longovicienne le 23 Mars 1979.

⁵ Ces dispositifs s'inscrivent dans les politiques des années 1980 marquées par une individualisation des situations des chômeurs afin, par la formation, de les adapter aux « nouveaux » emplois.

⁶ L'objectif de conduire 80 % d'une classe d'âge au niveau *baccalauréat* a été défini en 1985 par le ministre de l'Éducation Nationale du gouvernement socialiste, Jean-Pierre Chevènement.

Palavras-chave: Fábricas fechadas. Lutas dos trabalhadores. Resistência operária. Programas de requalificação profissional. Salariado. Escola.

ABSTRACT

Many factories were closed in the Longwy steelmaking region in the late 1970s and in the first half of the 1980s. Workers' struggles in 1979-1980 and again in 1984 made it a symbol of working-class resistance with a significant and lasting national impact. It also became a pioneering site for experimenting with "retraining" programs: "skills development leave, skills assessments, and workforce planning." The mid-1980s also saw the "second explosion in education." The "80% baccalaureate pass rate policy" gradually translated into increasingly greater access to higher education for children of working-class backgrounds. Our research (Deshayes 1995, 2014) helps to situate the relationship to knowledge and educational certification among steelworkers' families within this historical context. The changing relationship with school already affected parents, albeit unequally across different social classes. Their children's educational paths, over just a few years, demonstrate the growing and unequal influence of school. A study of the final years of a vocational school in the steel industry reveals how transformations in salaried employment, the increasing importance of formal schooling, and the conflicting socialization patterns developed within the steel industry all interact.

Keywords: Factories closed. Workers' struggles. Worker resistance. Retraining schemes. Wage system. School.

INTRODUCTION

De nombreuses usines ont été fermées à la fin des années 1970 et dans la première moitié des années 1980 dans le bassin sidérurgique de Longwy⁷. Les luttes des travailleurs, en 1979-1980 puis en 1984, en ont fait un des symboles de la résistance ouvrière avec un très grand et durable retentissement national⁸. Il est aussi devenu un lieu pionnier dans l'expérimentation de dispositifs de « reconversion » : « congés formation-conversion, bilans de compétences, gestion prévisionnelle des emplois »⁹. La coordination d'un système d'aides très favorable à l'installation d'entreprises a été pilotée localement par une mission interministérielle dans un espace renommé Pôle européen de développement (PED)¹⁰ entre le milieu des années 1980 et la fin des années 1990. L'installation transitoire de firmes multinationales tayloriennes (JVC, Panasonic, Daewoo) puis le développement du travail frontalier témoignent alors de l'influence renouvelée des stratégies du capital sur les conditions de localisation de la main-d'œuvre¹¹.

Le milieu des années 1980 est aussi celui de la « seconde explosion scolaire ». La « politique des 80% au bac »¹² se traduit progressivement par un accès de plus en plus important des enfants d'origine ouvrière aux études longues. Pour Stéphane Beaud (2003), « une grande partie des tensions sociales liées à l'aggravation du chômage et à la dégradation des conditions de vie des classes populaires s'est retrouvée reportée sur l'école par un mouvement à la fois subi et choisi, de poursuite d'étude des enfants ».

Le bassin de Longwy des années 1980-1990 s'avère donc particulièrement heuristique pour réfléchir à une évolution décisive des rapports à l'école qui ne peut être isolée de ce que Francis De Chassez nomme un « licenciement d'un mode de vie » (1993) et qui correspond aux fermetures d'usines.

Le travail des équipes de recherche qui se sont succédées à et sur Longwy depuis les années 1980 a permis de cumuler, sur une période de plus de quarante ans, une lecture de différents présents, une lecture du présent enrichie du passé, une lecture du passé avec les catégories d'entendement de chaque époque, une lecture du passé marquée par les préoccupations dominantes du présent. Il a été impulsé, au début des années 1980, par Gérard Noiriél et David Charrasse dans le cadre de l'APEP (Association pour l'étude et la préservation du patrimoine). Ils proposent alors (1986) de fonder une « anthropologie industrielle de la Lorraine du Nord » dont ils constatent que le projet recouvre pour l'essentiel les méthodes de travail qu'Everett C. Hugues et l'Ecole de Chicago avaient prôné depuis un demi-siècle pour l'étude du monde industriel : souci de l'histoire pour comprendre le présent, travail de terrain prolongé multipliant les formes d'investigation, unité des sciences sociales, familiarité biographique du chercheur avec la population étudiée. Les équipes qui leur ont succédé se sont efforcées de tenir les

⁷ Le nombre d'emplois sidérurgiques y passe de 24000 en 1955 à 0 en 2006.

⁸ Le journal Le Monde a titré « La république populaire de Longwy » après une manifestation nationale à Paris organisée par les syndicats de la sidérurgie longovicienne le 23 Mars 1979.

⁹ Ces dispositifs s'inscrivent dans les politiques des années 1980 marquées par une individualisation des situations des chômeurs afin, par la formation, de les « adapter aux « nouveaux » emplois ».

¹⁰ La Mission interministérielle du Pôle européen de Développement (PED), chargée de la reconversion, est mise en place par l'Etat dans la partie française en 1985, en prenant en considération les trois zones frontalières proches de Longwy concernées par la crise de la sidérurgie en France, Belgique et Luxembourg.

¹¹ Le développement du travail frontalier en direction de la Belgique et surtout du Luxembourg (le nombre de travailleurs frontaliers longoviciens passe de 6 000 au début des années 1990 à plus de 23 000 en 2017 et concerne aujourd'hui près de la moitié de la population active de la zone d'emploi) est révélateur de la dynamique mondialisée du capitalisme financier (très présent au Luxembourg).

¹² L'objectif de conduire 80 % d'une classe d'âge au niveau *baccalauréat* a été défini en 1985 par le ministre de l'Education Nationale du gouvernement socialiste, Jean-Pierre Chevènement.

mêmes registres. Une longue immersion fait que nous pouvons regarder à nouveaux frais, avec un nouveau regard, avec des outils différents des objets et des questions qui existaient déjà (Deshayes, 2014).

Nos recherches quantitatives et qualitatives (Deshayes 1995, 2014) aident à situer les rapports au savoir et à la certification scolaire des familles de sidérurgistes dans cette configuration historique. Dans un premier temps, nous avons eu accès aux fichiers du personnel des entreprises sidérurgiques et des élèves des établissements scolaires et complété les statistiques par des visites des familles concernées ou des courriers. Nous avons ainsi reconstitué (Deshayes, 1995) les parcours scolaires et professionnels de 600 enfants de sidérurgistes du Bassin de Longwy dont le père est né entre 1925 et 1945. Ils avaient en moyenne 25 ans au moment d'une première enquête que nous avons menée en 1992 et 37 ans lors d'une seconde en 2004. Ils ont vécu leur scolarité secondaire dans les années 1980. Nous avons ensuite rencontré en entretien (1993-1994 et 2004), en présence ou non des parents, ceux dont les parcours symbolisent ou diffèrent de ceux qui se sont révélés les plus probables.

Nous montrerons, dans une première partie, que les transformations du rapport à l'école concernent déjà les parents, même inégalement selon les fractions de classe. Puis, dans une seconde partie que les parcours de leurs enfants témoignent en quelques années du poids croissant de l'école en trois âges, d'une période d'inscription sélective à une période de flottement puis d'allongement généralisé mais différencié. Des extraits d'entretiens avec des fils de sidérurgistes ayant fréquenté les écoles professionnelles de la sidérurgie permettront, dans une troisième partie, de préciser comment interagissent transformations du salariat, poids croissant de la forme scolaire et dissociation et hiérarchisation des univers de socialisation.

I L'ÉCOLE ET LES PARENTS

L'analyse du rapport à l'école des familles de sidérurgistes est le résultat des transformations de l'organisation productive mais aussi de la dynamique générationnelle autorisée par le rapport de force de l'après-guerre. La reconnaissance de la qualification est au cœur du conflit salarial dans la sidérurgie. La nécessité scolaire est de plus en plus présente comme système de différenciation des pères sidérurgistes entre les années 1950 et 1980. Mais elle se heurte à des oppositions syndicales et professionnelles qui valorisent le « savoir de la place ». Les fermetures d'usines des années 1980 affaiblissent ces résistances.

I-1 LA PROGRESSION DE LA NÉCESSITÉ SCOLAIRE

La hiérarchie opérée par les centres d'apprentissage participe progressivement à une avancée de la formation conçue non seulement comme un moyen de s'adapter à l'évolution des techniques mais aussi d'imposer une vision taylorienne de l'organisation du travail et de contrôler en conséquence discipline et promotion dans l'entreprise.

L'étude de David Charrasse (1990) sur les savoirs de production dans le service transport de l'usine de La Chiers¹³ confirme que les promotions dépendent en partie de l'aptitude à assimiler la culture technicienne. Un service formation du personnel est créé en 1960. Il s'agit de définir des attributions types pour chaque reconnaissance de qualification. Ainsi, pour devenir mécanicien sur locotracteur, il faut passer devant un jury composé du moniteur compétent, d'un ingénieur et d'un contremaître chef de dépôt. Les épreuves comportent une interrogation sur

¹³ La Société des Hauts Fourneaux de la Chiers a été fondée à Longwy Bas en 1882. Elle a contenu 5 hauts-fourneaux en 1955 et après plusieurs changements de détenteurs du capital a été fermée par le groupe Usinor en 1979.

les règles et consignes (sur 40 points), des questions sur la connaissance pratique de l'engin (sur 20 points) puis un examen de conduite avec essai de frein (sur 60 points). L'examen est accompagné d'épreuves en principe non éliminatoires : tests psychotechniques, dictée (extraite du règlement de sécurité) et calcul (les quatre opérations). Les promotions d' OS2 à OP1, d' OP1 à OP2 et d' OP2 à OP3¹⁴ s'opèrent désormais sur ce modèle. Corrélativement, les exigences qui s'appliquent à la nomination de la maîtrise sont également réévaluées et bien spécifiées :

« Il arrive encore parfois que nous nommions chefs d'équipe (P3) des candidats qui n'ont pas le CAP¹⁵ ni même parfois - je n'ose l'écrire- le CEP¹⁶. Je ne doute pas que ces agents, présentés par les chefs de services, aient de la valeur. Mais cela ne suffit plus aujourd'hui : il faut aussi de l'instruction (...). Il faut rappeler que de nos jours le contremaître et le chef d'équipe n'ont pas seulement la responsabilité de l'exécution d'un travail ; ils sont beaucoup plus chargés de l'analyser préalablement, de le préparer, d'en assurer le lancement rationnel et méthodique et d'en contrôler l'exécution correcte. Cela ne s'invente pas (...). Nul ne peut prétendre s'en sortir maintenant sans formation professionnelle » (responsable du service formation, 1961).

Cours du soir et école des adultes sont organisés par le service formation en lien avec le centre d'apprentissage et deviennent le passage obligé pour se hisser au niveau CAP maintenant indispensable pour parvenir aux qualifications supérieures et fonctions de commandement.

I-2 LES RÉSISTANCES QU'ELLE ENGENDRE

La qualification est aussi le résultat de multiples luttes menées par les syndicats, qui imposent aux directions des entreprises et des services, une suite continue de revendications à l'amélioration salariale pour laquelle la demande de passage à une classification supérieure est une des modalités privilégiées. La pénurie de main-d'œuvre oblige parfois à introduire des personnes qui ne savent pas lire, écrire, calculer : analphabètes immigrés ou français réfractaires à la scolarisation, très prévenus contre ce qu'ils appellent avec dégoût « l'école » (c'est-à-dire toute formation institutionnalisée). Conflits collectifs, absentéisme et plus encore turn-over contraignent surtout la direction à composer avec l'ancienneté et la connaissance empirique du travail en tant que critères pertinents de promotion ouvrant droit à une carrière minimale pour le personnel peu qualifié ; « *Ne sait pas écrire mais connaît le métier* » doit admettre le moniteur qui accorde l'examen à l'un d'eux, à sa deuxième tentative.

Pour David Charasse (1992), une version trop restreinte de la constitution des savoirs de production, retenant seulement le phénomène d'extorsion du savoir ouvrier par les pratiques tayloriennes, est incomplète : « À ce modèle, il semble plus judicieux d'en substituer un autre, selon lequel des corps de connaissances rivaux et complémentaires se constituent plus ou moins indépendamment, en fonction du système des positions créées par l'appareil productif. L'opposition classique entre savoir scientifique et savoir technique ne permet pas de rendre compte de la partition des connaissances mises en œuvre à l'intérieur de la grande entreprise. Pourtant, c'est bien de leur côté qu'il faut situer le « point aveugle de la conception "technologiste" du procès de production », ou de « ce qu'elle manque ». C'est ce qu'il nomme le savoir de la place.

¹⁴ Cette classification est à distinguer des catégories OQ et OS de l'INSEE car elle est définie localement et inscrite dans l'espace de qualification des conventions collectives nationales et de leurs déclinaisons localisées cf Abdelmoumène Amar (1996).

¹⁵ Certificat d'aptitude professionnelle, premier niveau de diplôme professionnel.

¹⁶ Certificat d'étude primaire, premier niveau de diplôme d'enseignement général.

Le récit de Xavier, ouvrier dans la sidérurgie depuis l'âge de 14 ans et titulaire d'un CAP d'ajusteur oscille ainsi entre la description des menaces sur la reconnaissance de sa professionnalité et la mise en avant d'un statut et d'un métier qui lui permettent de peser sur les conditions de son travail et de sa progression dans la hiérarchie. Pour lui, l'ennemi principal est « la maîtrise » qui contribue à une dépossession du savoir et lui impose des lignes rouges à ne pas franchir.

« J'ai passé tous mes examens à l'aciérie, haute tension, basse tension, tout, tout, et maintenant, je ne dois rien à personne. J'ai tout pour moi. C'était oral, t'as des chefs de service et puis, ils nous interrogeaient, pas de problèmes... Là, j'ai passé des examens. On avait affaire au guignol, de toute manière, il ne pouvait rien faire parce qu'il avait affaire avec d'autres personnes au-dessus de lui qui disaient : tu viens faire passer les examens d'accord, mais cet homme-là, il a du boulot ; il travaille et il faut qu'il se repose deux heures. On n'a pas le temps, d'accord ? Fais ce que tu veux mais alors tu viens demain mais pour l'instant ou alors mets toi assis là et regarde, faut faire ça pour midi... Je suis monté en grade comme ça moi. Je suis parti de zéro à l'usine, je suis P3 maintenant ; je suis parti de zéro à l'usine, je n'étais rien, j'étais manoeuvre, je suis arrivé à P3 en tant que chef d'équipe. »

I-3 ET SON RENFORCEMENT DANS LA PÉRIODE DE RECONVERSION

Les fermetures d'usines du début des années 1980 accentuent les atteintes aux conquêtes salariales et à la professionnalité en s'appuyant en partie sur des dispositifs de formation. La référence à un droit à la reconversion apparaît au moment où la convention de juillet 1984 (qui débouche sur les Congés Formation Conversion, CFC¹⁷) est, à Longwy, considérée comme l'échec définitif du conflit sidérurgique. La finalité est l'emploi mais pas à n'importe quel prix. Car la formation dans son acception idéale classique d'élévation du niveau de connaissance ou d'adaptation de celles-ci aux nécessités d'un nouveau métier n'est pas l'action principale des CFC¹⁸. C'est plutôt « la mise en attente, la dissolution d'un problème social, le reconditionnement individuel et collectif, le désarmement des sidérurgistes à la suite d'un conflit ouvert (par annihilation de leur force collective et démantèlement de leurs valeurs sociales et culturelles propres) » (De Chassey, 1993).

Les stages de conversion imposent en effet à une partie des sidérurgistes des évaluations « scolaires » individualisées. Elles accompagnent les sorties hors sidérurgie (surtout d'OS) souhaitées par le patronat et l'Etat. La plupart des salariés en reclassement ont subi, après une longue résistance, non seulement une dévaluation brusque et plus ou moins totale de tous leurs capitaux, y compris symboliques, mais ont vu leur champ socio-professionnel lui-même et le cadre collectif duquel ils raisonnaient, s'écrouler.

Ainsi Mr Delerue, OP, a très mal vécu les processus d'évaluation auxquels il a été soumis en CFC. Il expose sa professionnalité. Il a passé un CAP du bâtiment en travaillant comme apprenti dans une entreprise qui entretenait les maisons d'usine dans le bassin de Longwy. Il a alors candidaté à un emploi sidérurgique. Il est recruté et commence manoeuvre puis progresse « sur le tas », OS, OP1, OP2 au gros train de 1969 à 1977 puis au train feuillard¹⁹, en 1977-1978 et à l'usine de Senelle comme conducteur de four de 1978 à 1988. Il obtient un CAP de thermicien. Il n'est pas syndiqué, mais est solidaire des luttes sans être un militant actif. Son parcours sidérurgique fluctue avec les fermetures. Il doit notamment après la fermeture de

¹⁷ Si la fonction de formation reste gérée par une cellule hiérarchique spécialisée qui dépend de la direction formation d'Unimétal Longwy, la formation du personnel en CFC est, quant à elle, distinguée de la formation interne car menée en liaison avec les instances publiques chargées de suivre les mesures de reconversion.

¹⁸ Le pourcentage de stages certifiés par un diplôme est resté inférieur à 10 % (Charrasse, 1989)

¹⁹ Feuilles d'acier destinées à la fabrication des tubes

l'établissement où il travaille, effectuer un stage en CFC en attendant d'être muté à Gandrange²⁰. Il vit mal ces nouveaux déplacements et les évaluations « scolaires » individualisées, disqualifiantes et récurrentes qui les accompagnent.

Mr Delerue :

« Quand je suis arrivé là-haut. Déjà l'installation n'était pas vétuste mais elle commençait à avoir quelques années. Et puis je ne sais pas pourquoi, j'ai eu comme un rejet. Tu vois je ne voulais plus... je ne sais pas, c'était en moi comme un rejet je voulais plus aller travailler. Il y avait ce qu'ils appelaient les modules. Y'avait les modules de trois jours, c'est-à-dire qu'ils appelaient les gens et ils les mettaient en situation pour vérifier leurs capacités intellectuelles. Tu vois, ils leur faisaient passer des tests, maths, français, psychologie tout ça. Moi je suis arrivé là-dedans, putain... j viens de quitter un truc ou déjà c'était le même bordel, j'arrive là et ça continue. Alors dans ma tête je me dis faut que je sorte de là-dedans, je me dis : je ne vais pas encore bouffer un sac de celle-là, faut que je m'en sorte. »

Ce n'est donc pas le savoir qu'il conteste mais la présence de plus en plus grande de la forme scolaire²¹ dans les parcours des sidérurgistes au détriment, même s'ils ne peuvent complètement être opposés ou substitués, du savoir de la place.

II L'ÉCOLE DES ENFANTS

Qu'en est-il pour leurs enfants dans le bassin de Longwy des fermetures d'usines ? Comment évolue le rapport à l'école des familles de sidérurgistes ? Pour l'étudier, nous avons mis en œuvre un dispositif de recherche quantitatif et qualitatif longitudinal situé (II-1). Les résultats confirment que tous les enfants de sidérurgistes ont été confrontés à des états différents du processus sidérurgique, du marché du travail, des institutions du salariat et de l'institution scolaire. A une période de relative reproduction succède une période de flottement puis une période d'allongement massif de la scolarité (II-2). Les différences entre les fractions de classe restent fortes, même si leurs caractéristiques évoluent (II-3).

II-1 DES FRACTIONS DE CLASSE

L'ensemble des évolutions décrites permet de réfléchir aux rapports à l'école de cette génération de familles de sidérurgistes. Jean-Pierre Terrail (1990) avait repéré, pour les années 1950-1960, à la Société Métallurgique de Normandie, une intégration par étapes des lignées de sidérurgistes : le grand-père sert la sidérurgie, le père s'en sert, le petit-fils en sort. Les écoles de l'usine (formation professionnelle initiale et cours du soir) surtout et les lycées d'enseignement général et technique pour une partie d'entre eux y contribuaient. Pour Gérard Noiriel (2019), l'histoire des sidérurgistes du bassin de Longwy d'après la seconde guerre mondiale est l'histoire d'une génération singulière, la première restée dans le bassin de Longwy, issue de parents ouvriers souvent immigrés, avec en ligne de mire l'espoir de pouvoir faire accéder ses enfants aux classes moyennes. Cependant, « c'est dans ce contexte apparemment favorable au mouvement ouvrier que débute une nouvelle phase dans l'histoire des relations de pouvoir » (Noiriel, 2019). Les liens directs entre patrons et ouvriers qui caractérisent le paternalisme deviennent plus distants et plus anonymes. Des managers

²⁰ Ville et usine sidérurgique situées à 30 KM de Longwy.

²¹ « La forme scolaire est un mode de socialisation qui s'est imposé progressivement à d'autres modes de socialisation. » (Vincent, 1994)

salariés remplacent les maîtres de forges. Le capital se concentre dans de grandes entreprises comme Lorraine Escaut puis Usinor. Une petite classe moyenne émerge dans l'urbanisme, la protection sociale ou l'enseignement, atténuant le face à face direct ouvriers/patrons. Les nouvelles générations de travailleurs immigrés, surtout maghrébins, moins concernés par les luttes des années 1950, souffrent de ces transformations qui aboutissent aux fermetures d'usines.

Nos recherches sur le devenir des enfants de sidérurgistes (1995,2004) exposées plus haut confirment ces dynamiques structurantes. Même si la grille de classification de la sidérurgie a beaucoup évolué en fonction des politiques d'entreprises, des luttes syndicales et des fermetures successives, une division en trois fractions de classe, ouvriers spécialisés (OS), ouvriers professionnels (OP) et employés, techniciens, agents de maîtrise (ETAM), repérées à partir de la qualification reconnue en fin de carrière aux pères concernés s'est avérée être un analyseur efficace des diverses situations professionnelles et familiales de la génération de parents étudiée. Dans notre population d'enquête (Deshayes, 1995), les OS en fin de carrière représentent 24% des effectifs de pères sidérurgistes, les OP 39%, les techniciens 15%, les agents de maîtrise 18% et les employés 5%, soit 38% pour les ETAM²². Si la plupart des salariés ont surtout été embauchés dans une période de croissance (sauf les premiers qui entrent sur le marché du travail pendant la Seconde Guerre mondiale) et ont vécu le mouvement général d'élévation des classifications, ils ont été peu touchés par les mutations hors sidérurgie et ont souvent été mis en retraite avant l'âge de 65 ou de 60 ans, (les dispenses d'activité à 50 ans s'appliquent partiellement à partir de l'année de naissance 1929).

La pertinence de cette division en trois fractions de classe est confirmée par de nombreux indicateurs. Elle témoigne d'une hérédité sidérurgique différenciée : 38% des OS, 53% des OP et 79% des ETAM sont des enfants de sidérurgistes. Elle est très liée à l'univers paternaliste local : 10% des OS, 25% des OP et 48% des ETAM avaient au moins un parent dans la sidérurgie longovicienne, plus largement 15%, 45% et 60% dans le Bassin de Longwy. 45% des OS (surtout Algériens, Marocains, Portugais), 39% des OP (surtout Italiens et Portugais) et 7% des ETAM (Italiens) sont des immigrés. Les derniers arrivés ont été beaucoup moins intégrés dans l'univers paternaliste. Les statuts familiaux et matrimoniaux les séparent aussi. Les ETAM sont mariés à des femmes plus actives et plus diplômées. Leur descendance est souvent plus réduite. Les OP sont dans une situation intermédiaire quant à l'activité des femmes (réelle mais plus faible après le mariage) ou au nombre d'enfants qui reste élevé. Les OS sont le plus souvent mariés à des femmes peu actives, avec des familles nombreuses.

II-2 UN ALLONGEMENT DE LA SCOLARITÉ QUI SE GÉNÉRALISE ET QUI CONCERNE PLUS PRÉCOCEMENT LES FILLES

Cette méthode d'enquête qui repose sur une approche démultipliée du social a permis de repérer trois groupes d'âge significatifs de 600 enfants de sidérurgistes dont la scolarité secondaire s'est déroulée dans la décennie 1980 (un peu avant, un peu après). Le premier groupe (F1, G1)²³ est né entre la fin des années 1950 et le début des années 1960 (1957-1962), le second (F2, G2) au milieu des années 1960 (1963-1967) et le troisième (F3, G3) à la fin des années 1960 et au début des années 1970 (1968-1973).

En très peu d'années, les enfants de sidérurgistes ont été confrontés à des états différents du dispositif sidérurgique, du marché du travail, des institutions du salariat et de l'institution scolaire.

²² Chiffres très proches des données regroupant l'ensemble des entreprises du Bassin de Longwy dans les fichiers de la sidérurgie pour cette génération

²³ F1 filles du premier groupe d'âge, G1 garçons du premier groupe d'âge, id F2 , G2, F3, G3.

En un peu plus de dix ans, les emplois sidérurgiques, qui concernaient la moitié des garçons, disparaissent. Du premier au troisième groupe d'âge, les fils de sidérurgistes sont, à 20 ans, de moins en moins nombreux (de 49 à 10%) en emploi en Contrat à durée indéterminée (CDI). Ils sont de plus en plus concernés par des emplois précaires (de 8 à 40%) et des situations de chômage (de 5 à 27%). Pour la plupart des fils de sidérurgistes, les premiers emplois sont des emplois d'ouvrier (69 et 73%). La proportion de techniciens, professions intermédiaires et cadres, importante dans le premier groupe d'âge, 24%, n'est plus que de 9% dans le second.

Leurs parcours scolaires s'allongent. Ainsi, la proportion de ceux qui ont accédé au second cycle long passe de 35 à 50%. Les étudiants concernés par un CAP-BEP restent très nombreux mais régressent de 61% à 48%. Ce sont surtout les sorties précoces qui diminuent (de 28 à 10%).

Mais cette progression n'est pas régulière. Elle est freinée pour les garçons du second groupe d'âge dont la scolarité secondaire est contemporaine des fermetures d'usines. Leur accès au second cycle long stagne (31% contre 35% pour le premier groupe). Surtout, leur présence en seconde à l'heure diminue (13% contre 28%) et les échecs aux diplômes augmentent (de 29% à 39% au CAP-BEP).

L'allongement du temps d'études des filles de sidérurgistes est à l'inverse constant (de 33 à 44% puis 49% d'accès au second cycle long) sur toute la période avec une accélération dans le second groupe d'âge. Cependant, les taux de réussite (25, 26 et 23% de l'ensemble des filles de 16 ans sont en seconde à l'heure) et le poids des CAP-BEP (qui concernent environ la moitié d'entre elles) évoluent peu. Ce sont les sorties précoces du système scolaire qui diminuent fortement (de 30 à 13 puis 9% de F1 à F2 puis F3).

L'accès à l'emploi reste difficile. La proportion de filles de sidérurgistes en emploi à 22 ans régresse de 46 à 23%. Les taux de chômage (de 13 à 19 puis 24%) et de précarité (de 7 à 27 puis 33%) à 20 ans augmentent dès le deuxième groupe d'âge. Évolution forte, le pourcentage d'inactives (hors scolarité) chute à 22 ans de 28 à 14% et à 25 ans de 39% à 18%. Les premiers emplois obtenus sont surtout des emplois d'employées (environ la moitié) avant des emplois d'ouvrières (16 puis 21%) ou de professions intermédiaires, techniciens et cadres (32 puis 26%).

L'ensemble s'accompagne, dans les années 1980, de nombreux départs. 42% des filles et des garçons dans le premier groupe d'âge, 30% des garçons et 44 % des filles dans le second groupe d'âge, ont quitté le bassin de Longwy. Les départs sont de plus en plus corrélés à la réussite des parcours scolaires.

II-3 DES SITUATIONS DIFFÉRENTES SELON LES FRACTIONS DE CLASSE

L'analyse des parcours scolaires des enfants de sidérurgistes selon leur fraction de classe d'origine révèle des situations différenciées. Dans le premier groupe d'âge, les fils d'ETAM (employés, techniciens, agents de maîtrise) sont les plus nombreux à prolonger leurs études. Ils occupent moins souvent des premiers emplois sidérurgiques et des emplois ouvriers que les autres fractions de classe, fils d'OP (ouvriers professionnels) et surtout fils d'OS (ouvriers spécialisés)²⁴. Ils connaissent aussi des progressions de carrière plus favorables. Les parcours des filles, entre école, emploi et inactivité, sont aussi très clivés. Les filles d'ETAM prolongent plus leurs études et sont plus souvent professions intermédiaires dans l'enseignement et la santé, les filles d'OP privilégient des formations professionnelles courtes et sont souvent

²⁴ Voir tableau 1

employées avant le mariage, les filles d'OS arrêtent plus tôt leurs études et restent fréquemment au foyer.

Dans le deuxième groupe d'âge étudié (enfants de sidérurgistes nés entre 1963 et 1967), les fermetures d'usines vont brouiller les repères déjà en tension entre les univers de socialisation scolaires, professionnels et familiaux. La brutale remise en cause des conditions d'accès à l'emploi, des ressources et des positions et valeurs autour desquelles se construisait toute l'existence provoque un flottement.

La fréquentation du lycée privilégie toujours les fils d'ETAM. Mais, alors plus que la moitié d'entre eux y accédait dans le groupe d'âge précédent, ils ne sont plus qu'un tiers, et plus souvent en retard. Les CAP BEP (un peu plus tertiaires) sont majoritaires (53%). Près de la moitié se soldent par un échec, le plus grand taux d'échec des trois fractions de classe. Les conditions d'entrée sur le marché du travail des fils d'ETAM se dégradent même si elles restent plus favorables que celles des autres. Les fils d'ETAM sont aussi plus partis (40%) du bassin de Longwy que les fils d'OP (34%) et surtout les fils d'OS (5%). Diplômes et ressources conjuguent leurs effets. C'est l'acquisition d'un statut social dans des structures familiales qui est menacé.

Les fils d'OP quittent en moyenne l'école au même âge que dans le groupe précédent. Les CAP-BEP sont toujours nettement dominants (et plus souvent en apprentissage) même si les prolongations en bac technique ou en DUT ne sont pas exclues. Les enfants d'OS sont doublement victimes. Ni école, ni usine. Les difficultés et la violence d'une scolarité plus nécessaire ou sans perspectives s'ajoutent à une exclusion manifeste de l'emploi pour les fils d'OS de ce second groupe d'âge. 71% d'entre eux vont en CAP BEP. 40% n'auront aucun diplôme. Les retards sont importants. L'échec au CAP les conduit vers des métiers d'ONQ dans 64% des cas. A l'inverse, le CAP leur permet encore à 79% d'occuper des emplois qualifiés.

Dans ce second groupe d'âge, les filles subissent moins le flottement repéré pour les garçons et allongent leur scolarité. L'avantage net des filles d'ETAM se renforce. Leur fréquentation du lycée est élevée et les conduit vers des DUT ou à l'université. Les BEP/CAP moins nombreux sont plus tertiaires, plus prolongés et plus réussis à la différence des garçons. Plus de la moitié sont parties du bassin de Longwy, le plus fort pourcentage de toutes les fractions de classe. Comme les filles d'ETAM, les filles d'OP vont aussi plus longtemps à l'école mais elles conservent des spécificités. Les filières professionnelles prennent toujours une part importante dans les orientations. Les BEP-CAP obtenus s'inscrivent de plus en plus dans des domaines tertiaires administratifs où elles ont une réussite élevée. Les plus diplômées se dirigent vers des DUT tertiaires, des écoles d'infirmières ou d'assistante sociale. Elles sont de plus en plus nombreuses à travailler.

Les filles d'OS sont aussi concernées par l'importance croissante de l'école. Cependant, les résultats ne suivent pas toujours. La fréquentation du lycée les conduit le plus souvent à des arrêts après une section G. Les CAP-BEP, encore très fréquentés (par 65% d'entre elles) sont le plus souvent tertiaires administratifs. Les filles d'OS sont exclues de l'emploi. Globalement, le chômage (45% ont connu plus de deux ans de chômage), la précarité (33% sont concernées à l'âge de 22 ans), les emplois peu qualifiés et les formules de la transition les concernent en priorité. La plupart restent longtemps célibataires (85%) et vivent alors chez leurs parents (75% contre 36 et 25 %, dans les autres fractions de classe). Peu sont parties du bassin de Longwy (17%).

Après cette période de flottement, l'allongement de la scolarité se généralise pour le troisième groupe d'âge étudié (né entre 1968 et 1973). Dans les récits recueillis, les propos sur l'école prennent une place de plus en plus centrale. Cependant, ces données ne sont pas homogènes. Les résultats scolaires divisent encore les fractions de classe. Les fils d'ETAM prolongent

toujours plus longtemps leurs études (âge moyen de fin de scolarité 21,6 alors que 45% d'entre eux sont scolarisés au moment de l'enquête) que les enfants des autres fractions de classe mais les enfants d'OS (20,5 et 23%) devancent maintenant ceux des OP (19,5 et 11,5). Les filles d'ETAM arrêtent en moyenne à 20,9 ans, les filles d'OS à 20,3 ans et les filles d'OP à 19,9 ans alors que 30% des premières, 30,7% des secondes et 9% des troisièmes sont encore scolarisées au moment de l'enquête.

La scolarité est plus réussie pour les enfants d'ETAM que pour les enfants d'OS qui prolongent leurs études avec des retards importants. La fréquentation des formations professionnelles reste forte pour les enfants d'OP. Une enquête complémentaire réalisée par questionnaire en 1992 auprès des enfants de sidérurgistes de terminale (près de la moitié des effectifs de terminale du lycée de Longwy toutes origines sociales comprises) confirme que si les enfants de sidérurgistes sont plus nombreux à prolonger leur scolarité, ils ne vivent pas le même lycée. La scolarité au lycée représente une étape dans un projet de plus long terme pour les enfants d'ETAM, un aboutissement ou une période de préprofessionnalisation pour les enfants d'OP, un présent décisif, une épreuve où se jouent à tout moment les modalités de leur parcours scolaires pour les enfants d'OS.

L'analyse des parcours des enfants de sidérurgistes traduit donc une élévation des aspirations et des résultats scolaires. Elle est cependant loin de permettre à tous « d'accéder aux voies et aux titres scolaires valorisés et valorisants » (Millet, Thin, 2012). Elle s'accompagne encore de nombreux échecs et sorties pénalisantes sans qualification.

Tableau 1 : Age moyen de fin d'études des enfants de sidérurgistes par sexe, fraction de classe et groupe d'âge

Qualification du père en fin de carrière	Âge de fin de scolarité (entre parenthèses (% encore en études au moment de l'enquête))	Premier groupe d'âge (fin 50, 62)	Deuxième groupe d'âge (63-67)	Troisième groupe d'âge (68-72)
Filles				
OS		17.6 (0)	19.2 (0)	20.3 (30.7)
OP		18.2 (0)	18.9 (3)	19.9 (9)
ETAM		19.6 (0)	20.3 (5.1)	20.9 (30)
N =		OS 1 : 24 ; OP1 : 32 ; ETAM1 : 37	OS2 : 13 ; OP2 : 36 ; ETAM2 : 40	OS3 : 14 ; OP 3 : 22 ; ETAM3 : 20
Fils				
OS		18.4(0)	18.2 (0)	20.5 (23)
OP		18.7 (0)	18.5 (2.5)	19.5 (11.5)
ETAM		19.6 (0)	19.4 (4.3)	21.6 (45)
N =		OS 1 : 14 ; OP1 : 35 ; ETAM1 : 39	OS2 : 28 ; OP2 : 42 ; ETAM2 : 47	OS3 : 14 ; OP 3 : 26 ; ETAM3 : 20

Source: Deshayes, Jean-Luc (1995)

III LES FILS DE SIDÉRURGISTES ET L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE DE LA SIDÉRURGIE

Nous rassemblons dans cette partie les témoignages des fils de sidérurgistes qui ont fréquenté les écoles professionnelles de la sidérurgie dans les années 1980. Ils ne résument pas l'ensemble des rapports aux différentes écoles et notamment l'accès croissant aux lycées classiques et professionnels et à l'enseignement supérieur (court et long) et ne développent pas la dimension genrée des évolutions. Nous avons conduit ces entretiens en les inscrivant dans les itinéraires statistiquement situés de leur fraction de classe d'origine, groupe d'âge et sexe et en faisant l'hypothèse qu'ils favoriseraient une meilleure lecture des déterminations sociales. Les rapports à l'école évoqués²⁵ sont datés (tenus à un moment où l'école devient plus centrale) et en partie rétrospectifs. Les situations ne sont pas homogènes : certains avaient quitté l'école au moment de l'enquête, d'autres y étaient encore, certains travaillaient, d'autres non.

Ce qui se dit dans les discours, « c'est l'appropriation des mouvements de catégorisation qui ont brutalement évolué et remis en cause les cadres quotidiens, les appartenances collectives, les conditions de la mobilisation » (Grafmeyer, 1988). Trois dimensions interagissent. La première est liée aux transformations des institutions du salariat, la seconde au développement de la mobilisation scolaire et la troisième à sa confrontation avec d'autres logiques socialisatrices du milieu ouvrier en évolution.

Les écoles de l'usine sont restées longtemps le lieu principal de la scolarité de nombreux sidérurgistes. Elles assuraient emploi, reproduction sociale et discipline. Progressivement, ces fonctions vont être remises en cause de quatre manières. En premier lieu, les écoles des différents groupes sidérurgiques se regroupent bien avant les fermetures et les lycées d'enseignement professionnel (LEP) public s'y substituent en partie. Cependant, les sections industrielles privées recrutent encore, en 1974, 40% des élèves du bassin (14% pour la France). On passe, deuxième évolution, de la garantie d'emploi dans l'usine - l'usine a besoin de 20 électriciens ; on met en place la formation correspondante- à une garantie globale toutes usines puis à une garantie pour les meilleurs (à partir de 1982 de façon officielle) et enfin à l'absence de garantie avec aide à l'insertion dans des réseaux locaux puis par des modules de techniques de recherche d'emploi de plus en plus déconnectés des possibilités locales d'emploi vers le milieu des années 1980. En conséquence, troisième point, alors que dans les années 1960 l'examen de sélection conduisait à un recrutement présenté comme « meilleur » que celui du lycée technique, peu à peu, les candidatures se raréfient et s'élargissent au-delà des salariés des usines. Les examens d'entrée disparaîtront (1979) ou deviendront de simples formalités. En 1982 cependant, sur les 266 élèves de l'école, 187 (70%) ont des parents travaillant à Usinor Longwy ou retraités de cette usine. Il faut ajouter 16 parents d'élèves travaillant dans d'autres usines du bassin et 7 dans des entreprises sous-traitantes (soit un total proche de 80%). Enfin, la hiérarchie des sections bien connue des sidérurgistes de l'électricien au dessinateur industriel jusqu'au mouleur ou au maçon fumiste se modifie au fur et à mesure de l'évolution des emplois et des métiers dans la sidérurgie. En 1982, les classes les plus représentées sont celles d'électro-mécanicien, de mécanicien auto et de mécanicien d'entretien, puis de mécanique générale et de chaudronnerie. Les classes de soudeurs, tôliers, ajusteurs, fraiseurs vont disparaître. Des mentions complémentaires oléo-hydraulique et électronique d'équipement sont créées. Les effectifs se stabilisent dans les années 1980 pour décroître à nouveau début 1990 (200 en 1993). Les spécialités se sont réduites à l'électronique, à la maintenance, à l'automobile, à l'usinage et à l'électronique, beaucoup plus proches des nouveaux emplois industriels du bassin.

²⁵ Les récits ont été recueillis en 1993-1994 puis en 2004.

Dans nos enquêtes (1995, 2000), la division entre trois groupes d'âges exposée dans la partie précédente se confirme. Dans une première période, les écoles professionnelles concernent surtout les fils d'OP (le fils s'en sert). Si elles sont encore efficaces dans l'obtention d'un emploi, il n'est plus obligatoirement sidérurgique. Les modes de socialisation qui l'accompagnent se diversifient. Dans une seconde période, les écoles de la sidérurgie ne garantissent plus l'emploi dans la sidérurgie ou les réseaux qui lui étaient associés. Leur fréquentation illustre le flottement que nous avons repéré dans la seconde partie pour les enfants d'ETAM notamment. Dans la troisième période, les écoles professionnelles s'inscrivent de manière spécifique dans un employeur territorial (Deshayes, 2013) significatif d'un double déplacement de la qualification vers l'employabilité d'une part et du lieu du jugement de l'employabilité de l'employeur-entreprise vers un ensemble hybride d'institutions publiques et privées, dont l'école, d'autre part.

III-1 L'ÉCOLE DE LA PROXIMITÉ SOCIALE ET SPATIALE

Dans le premier groupe d'âge (G1), les écoles professionnelles des usines concernent principalement les enfants d'OP et d'ETAM plus que les enfants d'OS immigrés récents. Les divers univers de socialisation (familiaux, sidérurgiques, sportifs, scolaires) sont étroitement imbriqués. Une progression dans la hiérarchie ouvrière locale est possible malgré les fermetures d'usines. Les récits de Bruno et d'Eric, fils d'OP, illustrent la dynamique intergénérationnelle décrite par Jean-Pierre Terrail (1986): "le fils s'en sert".

Bruno, né en 1958, a de bons résultats au collège, avant de fréquenter le centre d'apprentissage et de travailler dans le même service que son père, ouvrier professionnel d'origine immigrée italienne. Son enfance se passe dans un quartier ouvrier avec des activités proches de l'usine.

« J'avais de très bons résultats à l'école, mais j'avais envie de travailler, je me sentais dans le bricolage, comme mon père. J'ai connu la période des troquets, puis des javas. A l'usine, mon chef était aussi mon entraîneur de hand-ball. J'ai fait un peu de cours du soir mais pas longtemps, je faisais des sorties, du sport. J'étais bien content d'arrêter l'école.

Avec les fermetures, Bruno subit une nouvelle mutation dans la sidérurgie à Dunkerque qu'il quitte pour une promotion rapide comme agent de maîtrise dans une entreprise automobile de la reconversion longovicienne.

Eric²⁶, né en 1959, est aussi le fils d'un ouvrier professionnel de l'usine. Il devient conducteur de four après un CAP préparé en apprentissage à l'École des maîtres ouvriers de la métallurgie (EMOM) dont il dénonce une discipline désuète.

« Mon grand-père paternel a commencé à travailler dans les mines en Allemagne où il a connu ma grand-mère qui était allemande. Je ne me rappelle plus les détails mais il a atterri ici à Rehon. Mon père était chaudronnier à Usinor et se trouve maintenant en retraite. Ma mère ne travaillait pas... Je suis à Usinor comme conducteur de four depuis dix ans (il a 25 ans au moment de l'entretien). Je suis rentré en apprentissage en 1974 à l'EMOM où j'ai passé 3 ans pour avoir le CAP de conducteur de four métallurgique. Comme c'était l'école privée d'Usinor, j'ai été embauché d'office. C'était l'école des maîtres-ouvriers qui faisait tous les métiers de la sidérurgie. Il y a 10-15 ans, les élèves étaient payés en fonction de leurs notes... pas grand-chose, ça devait faire 100 balles par mois à l'époque.

²⁶ Interviewé par Felix Torres en 1983.

A mon époque, il était toujours interdit de fumer en récréation, n'importe où. C'était très strict parce qu'ils jouaient à fond la sélection à l'arrivée : l'année où j'ai été reçu, seulement deux types ont été recalés : 97% de réussite. Moi il n'y a rien qui m'intéressait. L'électricité, ça me barrait, la chaudronnerie, ça me plaisait à peu près mais sans plus, ajusteur, je ne me voyais pas en train de limer tout le temps... Il restait conducteur de four qui était un boulot un peu spécial et assez varié, tout ce qui touchait au combustible et au four. On préparait le CAP pour devenir thermicien, ça a marché et j'ai été embauché normalement en 1977. Le côté pratique se passait à l'usine donc je connaissais déjà les gens avec qui j'allais travailler.

« En 1979, on avait monté une Commission des jeunes CGT ²⁷. On avait obtenu un local, on faisait des actions pas croyables, on était allé à Paris faire une collecte... on arrivait à la centaine, ce qui fait déjà une bonne petite bande... Eh bien, sur ces cent gars syndiqués, il en reste aujourd'hui 5 ou 6. Les plus combatifs ont laissé tomber, écoeurés par tout ce qui s'est passé. Je n'ai pas pris la prime²⁸. J'avais une paye raisonnable, en étant P1 à l'époque. Je me faisais 4200 balles par mois, non marié, sans être obligé de me bagarrer pour chercher du boulot. Et maintenant, je gagne beaucoup plus. J'en connais pas mal qui l'ont prise et qui regrettent maintenant. Il y en a pas mal qui aiment encore ce qu'ils font, à n'importe quel niveau, haut-fournistes ou lamineurs, même si c'est pénible. Je trouve ça normal. Mais moi, il n'y a que le rock qui me branche en ce moment ».

Les parcours de ces deux fils de sidérurgistes ne sont pas marqués exclusivement par des références scolaires. La conquête des institutions du salariat²⁹ leur permet encore de rentrer dans la sidérurgie ou dans les entreprises industrielles liées à la reconversion dans des postes d'ouvrier professionnel ou d'agent de maîtrise. Leurs espaces de socialisation sont en partie ceux organisés par le patronat ou les syndicats mais ne s'y limitent plus.

III-2 UNE ÉCOLE ENTRE PROXIMITÉS ET DISTANCES SOCIALES ET SPATIALES

Pour le second groupe d'âge marqué par une période de flottement, les repères sont fragilisés. Les récits de Christophe, fils d'OS, né en 1963 et des parents de Christian, né en 1967, fils d'ETAM, témoignent d'une moindre efficacité des écoles professionnelles, fréquentées soit après un choix jugé protecteur pour accéder directement à des emplois sidérurgiques, soit comme un recours possible en cas d'échec dans le système scolaire général.

Christophe est un des derniers à entrer dans l'école de l'usine, orientation souhaitée par ses parents. Il obtient un CAP de fraiseur puis plus tard d'électricien. Son parcours illustre les distances sociales et spatiales qu'impliquent progressivement le désengagement et le renforcement déjà anciens de modes individualisant de gestion par les entreprises sidérurgiques accentués par les fermetures d'usines.

« Mon père, il travaillait à Usinor. A l'époque, il est arrivé d'Italie, après la guerre, il a été embauché à Senelle³⁰. Il a travaillé un peu à Senelle, au haut-fourneau, mais le plus gros de sa carrière il l'a passé à la SAEM ³¹, à la frontière à Rodange³², aux parcs de démolition du minerai. Là, il déchargeait, il était premier déchargeur. Il recevait les rames

²⁷ Syndicat majoritaire

²⁸ prime de 50000 F qui a été proposée aux jeunes en 1979 pour encourager les départs.

²⁹ Ce sont ces acquis des luttes pour les institutions du salariat : salaire à la qualification, cotisations sociales et sécurité sociale, indemnisation du chômage, droit du travail, représentation des salariés dans les entreprises, qui sont en jeu.

³⁰ L'usine de Senelle qui a comporté jusqu'à 6 hauts fourneaux. Le premier est mis à feu en 1846. s. Progressivement dès 1963, les hauts fourneaux seront éteints et en 1987 c'est définitivement la fin.

³¹ Société anonyme d'économie mixte locale.

³² Ville frontière située au Luxembourg.

de wagons, il déchargeait. Il a fini OS3. Il a été embauché certainement OS. En 1976-1977, il a été mis en pré-retraite à 57 ans.

Mes parents, c'était la sidérurgie. Une fois que t'étais rentré là-dedans, c'était une filière. Même que ça n'allait plus trop bien car quand ils faisaient partir les anciens, ils disaient que c'était pour reprendre les jeunes alors que, mon père, on lui a dit du jour au lendemain, tu pars en retraite. Ça lui faisait quelque chose qu'on l'expédie comme ça du jour au lendemain.

Pour moi tout aux alentours, t'avais le chômage sur Longwy, t'avais de plus en plus de chômage qui montait, tu savais qu'au moins si tu rentrais là-dedans, t'avais du boulot. Sinon, les études, pas super écolier. Ça me plaisait, j'allais en cours, j'étais assez sérieux comme gamin, je ne séchais pas, élève moyen. En fin de cinquième, j'ai été réorienté par le professeur principal. Il m'orientait d'après mon dossier scolaire pour faire soit une quatrième aménagée, soit un CAP de fraiseur à Longwy-Haut³³. Bon, ben, mes parents ont accepté que je me fasse orienter dans une filière professionnelle. Le seul truc qu'ils ont souhaité, c'est qu'à l'époque encore, t'avais le centre d'Usinor qui marchait. Alors je l'ai fait, j'ai fait une inscription, j'ai passé un petit concours et je l'ai eu.

L'ambiance de l'école, ça me plaisait, j'apprenais un métier qui me plaisait, j'avais envie de bien faire. Là, je me donnais à fond. En plus, tout ce qui était partie technique, même la théorie au niveau électrique, ça me plaisait vachement, les schémas tout ça, oui j'aimais bien le faire. Et on savait qu'on allait être embauché et ça, c'était un truc. Eux, ils nous mettaient ça comme élément de motivation. Chaque année, ils nous déballaient, « CAP électricien 95% de réussite ; on a eu un seul échec mais vraiment bête ». Ils avaient des arguments : « Regarde le lycée technique! ».

Cependant, l'école privée professionnelle n'est plus ce qu'elle était. L'embauche n'est, en fait, plus automatique. Christophe doit passer par des stages d'insertion et des emplois précaires hors usine sidérurgique avant d'être embauché dans la sidérurgie. Le CAP d'électricien qu'il obtient dans l'école d'Unimétal ne lui permet pas de rentrer automatiquement dans l'usine sur un poste correspondant à sa qualification. Il doit suivre un stage d'électronique complémentaire avant de partir à l'armée. A son retour, il est embauché comme manœuvre au train à feuillard destiné à fermer. On lui propose une mutation près de Dunkerque dans l'usine du groupe Usinor à Mardyck.

Il préfère finalement attendre d'éventuelles conditions moins défavorables dont il pourrait bénéficier à la suite de la fermeture du train à feuillard. Le deuxième épisode le conduit à Montataire dans la région parisienne. Aux perspectives de chômage et/ou de formations peu rentables s'ajoutent des risques de transfert dans des entreprises dont la réputation lui promet un travail répétitif dans des conditions plus difficiles que celles qu'il connaît. La pression est de plus en plus forte : « *Ca me travaillait vachement* ». Il accepte cependant. Le travail proposé, enrouler des bobines à la sortie de la ligne, lui semble accessible. Une prime de 10000 francs et un déménagement gratuit facilitent la décision. Il accepte finalement : « *J'ai acheté des meubles avec mes parents toujours favorables à ce transfert dans la famille de l'usine: un boulot sûr.* » Au moment de l'entretien, en 1993, il a déjà connu six emplois tout en restant dans le groupe Usinor, deux à Longwy, un en Région parisienne, trois en Moselle. De nouveau menacé de déplacement, il termine l'entretien par cette phrase : « *Je ne suis pas marié avec la sidérurgie* ».

Ce sont les parents (Mr Auburtin, ETAM passé par l'EMOM et les cours du soir, et sa femme au foyer puis OS dans une usine taylorisée de la reconversion) de Christian, né en 1967 et aujourd'hui chef de chantier dans une entreprise luxembourgeoise, que nous avons rencontré. Ils expriment les difficultés d'une transmission intergénérationnelle pour leurs deux fils qui n'ont

³³ Lycée professionnel public

pas obtenu le baccalauréat. Ils constatent que l'école professionnelle de la sidérurgie « *qui n'est plus ce qu'elle était* » n'a pas été un recours efficace. Ils questionnent aussi l'efficacité de leurs modes d'accompagnement.

Mr Auburtin : Christian, voilà : c'était un peu, disons un peu, les centres d'apprentissage ont fermé, mais il y en a bien un qui s'est regroupé sous le nom d'ETPBL, qui existe toujours, filière de l'EMOM. Ca a été d'abord le centre de Rehon, le centre de la Chiers qui avaient fusionné et ensuite tous les lycées techniques se mettant en place depuis longtemps bien sûr, les écoles d'apprentissage plus l'EMOM. Christian a continué là quand il est sorti du CES, il a été au CES jusqu'en 3ème puis, bon, hein... Bon, incapable d'aller au bac, je l'ai orienté vers le centre d'apprentissage. Il n'avait pas le choix. Il n'avait pas le choix, bon ben travailler à l'extérieur je dis « non, tu vas quand même essayer de passer un CAP ou un BEP » et là, je l'ai orienté, on l'a orienté vers la mécanique auto. Ca lui plaisait, sans plus hein, mais ça lui plaisait. Manque de pot, c'est que là pendant un an, ben il est resté, tombé là-bas. Je croyais que l'EMOM, c'était encore l'EMOM que j'avais connu mais c'était tellement changé au niveau de la formation. Y avait un prof qui passait son temps à bouquiner et puis les gosses, il les laissait un peu à l'abandon alors je me suis gendarmé. J'ai été voir le directeur. On a discuté, il m'a expliqué des tas de choses. Enfin bref. Toujours est-il que pendant un an, il n'a rien fait. Alors l'année d'après, on l'a repoussé un peu au truc et finalement il a passé son CAP. Il l'a eu. Tant mieux. Il a continué mais il n'est resté qu'un mois et puis, j'ai dit : « Écoute, je vois que ça ne marche pas bien : est-ce que tu veux repiquer au centre d'apprentissage, parce que, au lycée technique, il aurait pu continuer avec une formation oléopneumatique. Donc, à l'époque, je connaissais le responsable des travaux et le directeur du lycée, je leur ai demandé s'ils étaient d'accord. Bon ben, ils ont vu d'autres professeurs et ils ont dit d'accord on le reprend. Ca a duré un an, un an et puis au bout de deux mois, il nous a laissé tomber comme une vieille chaussette. »

D'autres réseaux professionnels de son père ont cependant conduit Christian vers une entreprise de travaux publics au Luxembourg où il est devenu chef de chantier. Les parcours de Christophe et Christian permettent de repérer les tensions qui accompagnent la nécessité croissante de parcours scolaires valorisants quand les conditions d'emploi sont fragilisées. Cette période correspond à la phase de flottement que les statistiques de la partie précédente ont mis en évidence. La forme scolaire progresse. Les logiques socialisatrices de leur famille sont en partie désajustées. Le père de Christian l'exprime ainsi : *“Combien de fois je leur ai dit, c'est dommage car moi j'ai eu mon expérience en apprentissage. Je leur disais combien de fois J'ai repris l'EMOM à 38 ans, en 1976. »*

III-3 UNE DOUBLE MISE À DISTANCE

Progressivement, la proximité spatiale n'est plus synonyme de proximité sociale. Les nouvelles entreprises multinationales, installées provisoirement par les politiques de reconversion du bassin des années 1990 sont tayloriennes et les dispositifs des politiques d'emploi accompagnent ce mouvement comme un employeur territorial (Deshayes, 2013, 2022). Les institutions du salariat sont en effet fragilisées. La dynamique collective fait place à une individualisation. Inemployabilité et échec scolaire mobilisent des registres proches.

Les deux entretiens présentés, celui de Yves, fils d'OS né en 1970 et de Sylvain, né aussi en 1970 ont en commun la fréquentation de l'école professionnelle, un emploi chez Daewoo et un rapport à l'employeur territorial³⁴ dans lequel l'école professionnelle s'inscrit.

Le récit d'Yves confirme que la dévalorisation des filières professionnelles heurte toutes les fractions de classe. Son père, OS licencié de l'usine, a un discours sans concession vis-à-vis de l'école qui, pour lui, n'est qu'un leurre, une illusion destinée à masquer l'insuffisance des

³⁴ Voir plus haut

emplois dans le bassin. Tout au plus reconnaît-il encore à l'EMOM (école des maîtres ouvriers de la métallurgie) et au diplôme professionnel qu'y prépare son fils, la qualité d'une formation techniquement polyvalente et à la spécialisation de mécanicien, dans laquelle il est inscrit, des vertus sur le marché du travail. La mère d'Yves, issue d'une famille immigrée italienne plus ancienne, a des ambitions plus élevées mais doit composer avec le traumatisme subi par son mari et les jugements de l'institution scolaire pour puiser mobilisation et références. « Yves, on l'avait emmené au psychologue scolaire. Quand ça a commencé, en 1979, il avait 9 ans, il ne se rendait pas compte mais... »

Yves, fils unique du couple, évoque une motivation faible plus qu'une absence de possibilités scolaires. Après une scolarité primaire qu'il juge assez valorisante, il redouble deux fois en sixième et quatrième. Au collège les enseignants et la conseillère d'orientation l'incitent à prolonger en seconde technique mais il candidate à l'EMOM. Faiblesse en mathématique, nécessité de travailler rapidement, connaissance de l'EMOM, sont invoquées pour expliquer ce « choix ». Son parcours à l'EMOM ne facilite pas la résolution de ces tensions : scolarisation et professionnalisation s'y dissocient de plus en plus. L'accès y est lié à l'échec scolaire. L'orientation initiale ne se fait plus selon un système de classement mais par une répartition assez arbitraire en fonction du nombre de classes ouvertes. Il n'y a pas assez de places dans la filière mécanique-automobile pour les 50% d'élèves qui souhaitent y entrer. Yves est admis dans la section mécanique-entretien. Il dénonce alors une ambiance peu propice au travail, la vétusté des machines, la mauvaise gestion, le manque de motivations de certains enseignants. De plus, le CAP dans lequel il est orienté est destiné à disparaître. Mobilisé, il est à l'origine d'un mouvement de protestation. Démotivé, il échoue une première fois avant de réussir l'année suivante : « *je voulais travailler* ».

« Après j'ai passé le CAP, je ne l'ai pas eu et le BEP en candidat libre, je ne l'ai pas eu, juste une partie de la pratique et une partie de la théorie. Me voilà sorti de l'école sans diplôme, sans rien, bon ben en intérim³⁵. L'année d'après, je l'ai repassé puis j'ai eu les deux. Un mois avant, j'avais dit stop je ne fais plus d'intérim, je vais réviser un peu, histoire de me remettre en mémoire, je l'ai eu et il faut dire que j'ai eu de la chance parce que dans la théorie pratique, c'était une scotcheuse pneumatique, une agrafeuse pneumatique pour agraffer les cartons, et il y avait exactement la même machine chez Daewoo. Je la connaissais même très bien, même que je provoquais des pannes quand je n'arrivais plus à suivre : y suffisait de la faire tourner trop vite et de mettre quelque chose dedans pour que tout déraile alors j'en profitais pour souffler un peu. Ce que je savais dessus, j'en savais plus que les profs je crois. Voilà j'ai décroché les diplômes et deux mois après, j'ai travaillé mécanicien-monteur. »

Au moment de l'entretien, Yves est chauffeur de bus après avoir été ouvrier d'entretien. Il se définit comme un intellectuel.

La rencontre entre Sylvain, fils d'OP, et l'EMOM diffère de celle d'Yves. Elle intervient après des échecs dans les lycées professionnels publics. L'AFOREST-EMOM (association de formation de l'Est - Ecole des maîtres ouvriers de la métallurgie) se présente alors comme un des organismes de formation professionnelle pour adultes et propose des formations d'insertion en lien avec les entreprises du bassin.

³⁵ Dans l'entretien, Yves se présente comme un professionnel de l'intérim par sa connaissance des différentes conditions d'accueil et de travail dans les nombreuses entreprises qu'il a connu.

« A l'école primaire, je n'avais pas de problèmes particuliers, j'avais les capacités mais je ne les ai pas exploitées. J'étais influençable, les copains ; et pour tout mon cycle scolaire, c'était ça. J'arrivais vite à apprendre une leçon ou quoi que ce soit, mais je n'avais pas envie. Parce que c'était les copains. Je ne travaillais que dans les matières qui me plaisaient (dessin, musique, éducation manuelle et technique). J'ai redoublé la cinquième. En troisième, j'ai eu mon brevet des collèges. Bon, je veux dire que je n'étais pas un nul. J'ai eu 8/10 en dictée. J'ai eu de bonnes notes quoi ! Mais voilà quoi ! Jusqu'en troisième. Et de là, je suis parti en BEP. Je ne me sentais pas capable vu le travail que j'avais fourni de la sixième à la troisième d'aller en seconde ou en terminale. Donc, je suis parti dans un LEP. Les profs me l'ont dit mais moi, je savais comme, vu comme je virais, que ce n'était pas la peine de m'embrancher là-dedans. Je voyais plus un truc manuel. C'est là que je suis allé en BEP maintenance, mécanique et tout ça.

J'ai fait une première année, j'ai redoublé. J'ai fait une seconde année et puis ils m'ont viré. Un motif disciplinaire, carrément. Ce sont les flics qui sont venus me chercher. Ils m'ont jeté. Ils ne voulaient plus me voir. Je suis arrivé à huit heures, avec un couteau et un rasoir à la main. Je suis arrivé là à huit heures, fin rond quoi. Imaginez ce que ça fait. La réputation de ce lycée a fait qu'on s'est retrouvé là avec toute une classe de fous. Je serais curieux de savoir le taux de réussite.”

Sylvain, après ce parcours scolaire dont il exprime la violence, est concerné par les emplois précaires et taylorisés de la nouvelle structure productive du bassin de Longwy. Il fréquente deux fois les ex-écoles de la sidérurgie. Il cherche d'abord à reprendre une filière professionnelle diplômante dans cette école privée.

“J'ai quitté l'école et je me suis mis à travailler et puis mon père a dit « Tu n'as rien dans les poches à part le brevet des collèges J'ai voulu reprendre l'école. Toujours pareil, en BEP maintenance en première année. Donc ça fait trois « première année ». Et là j'ai bossé. C'était à l'EMOM, à Mont-Saint-Martin. Là, j'ai bossé. J'avais des profs qui s'intéressaient aux élèves. Et il y avait des super profs. Même avec l'âge que j'avais, les cheveux longs, le cuir et tout ça, les copains, ça commençait à bien faire, je ne connaissais personne, ils étaient tous plus jeunes : je vais rester dans mon coin et je vais bosser. Ce que j'ai fait. En fin de première année, je devais aller en seconde année. Ils voulaient me reprendre en bac pro. J'ai fait une connerie. Il a fallu que je reprenne le chemin du travail pour rembourser la connerie.»

Son second contact avec l'EMOM a lieu après de nombreux emplois précaires, un emploi de 8 ans à Daewoo avant la fermeture de cette entreprise symbole de la reconversion longovicienne.

“Le seul CAP que j'ai, je l'ai passé à AFOREST-EMOM, mais ce n'est pas dans un cadre scolaire, c'est une formation de reconversion. En six mois, on a un CAP. Voilà ! J'ai fait plein de petits boulots. Sinon, j'ai fait Daewoo pendant 8 ans, comme cariste. Actuellement, je suis magasinier cariste dans une boîte complètement différente. Sur le congé de reconversion de Daewoo. J'ai trouvé ce travail par un coup de bol. J'étais en stage avec l'AFOREST-EMOM. J'y suis allé avec quatre anciens collègues de chez Daewoo. Une semaine ou deux avant la fin, j'ai été convoqué chez le directeur d'Aforest. Je me suis dit : « Qu'est-ce que j'ai fait, je suis viré de l'école ? » Eh bien non, en fait, le directeur : il me dit : « Ne vous en faites pas, ne vous inquiétez pas. C'est un directeur d'entreprise qui vient et qui cherche un gars dans le domaine où vous êtes actuellement. Il demande le meilleur et on vous propose ». Ça fait plaisir. Voilà. Donc, j'ai été pris comme ça. J'ai eu l'entretien directement chez Aforest le jour même et j'ai été pris. Donc, j'ai fini mon stage le 10 octobre et le vendredi 13, je commençais. Donc un mois et demi de stage. Là, je suis en CDD. C'est vraiment un coup de bol. Mais

quand même par rapport au travail que j'ai fourni... ça prouve bien ce que je vous disais tout à l'heure. J'avais les capacités. Je n'étais pas un nul. Mais bon, j'ai fait le con. ³⁶»

Ces deux témoignages montrent à la fois le poids croissant des diplômes et la place de l'école dans l'accès à l'emploi dans un contexte très dégradé. Les jugements de l'école débordent l'institution. La forme scolaire étend son emprise. Mais l'échec scolaire ne signifie pas absence de rapport au savoir. Les tensions entre socialisations familiale, scolaire et professionnelle sont renouvelées.

CONCLUSION

Les résultats de cette recherche datée (années 1980) et localisée (le bassin sidérurgique de Longwy des fermetures d'usines) montrent que les rapports à l'école ne peuvent pas être étudiés sans les inscrire dans l'enchaînement des formes de domination, de solidarité et de lutte qui caractérisent l'évolution du capitalisme. Trois évolutions nous semblent conditionner les rapports à la scolarité des familles de sidérurgistes confrontées aux fermetures d'usines.

Le mouvement syndical des années 1950-1970 avait obtenu, dans les conventions collectives, une reconnaissance de la qualification des salariés liée aux postes de travail. La dynamique de l'emploi avait ainsi contribué, par l'instauration de tarifs, de règles de mobilité, d'embauche et de licenciement, à marginaliser le marché du travail (Friot, 2012). A partir des années 1980, dans le bassin de Longwy, plusieurs configurations d'un « employeur territorial » (Deshayes, 2013), liées à la fermeture des usines sidérurgiques, à l'accueil de firmes multinationales et étendu à l'espace transfrontalier, se succèdent et se superposent en partie. Ce mouvement traduit le passage progressif et conflictuel d'un territoire conquis, celui d'une société salariale en construction, à un local qui est comme « octroyé » par les politiques d'emploi. L'école, même si elle autorise des réussites, y contribue. Jugements de déclassement scolaire et jugements d'inemployabilité se rejoignent.

Une « contradiction émerge, pas nouvelle mais inédite entre les logiques et les exigences scolaires et une partie du public « accueilli » (jusque dans le supérieur), porteur d'autres cultures populaires » (Millet, Croizet, 2016). Ce qui se joue à l'école n'est pas indépendant des autres lieux et conditions de socialisation et de professionnalisation mais la forme scolaire s'impose de plus en plus même à l'extérieur de l'école.

Enfin, s'ils mettent en évidence la violence des déclassements opérés, les récits soulignent aussi, comme l'a montré Cédric Lomba, les réactions, contestations, les arrangements, bref les capacités socialement situées d'actions individuelles (dans les mobilités, les rapports au travail, les engagements du corps, les stratégies résidentielles ou les modes de consommation) ou collectives (dans les mobilisations, la routinisation) des luttes, la défense des métiers, ou l'évitement des licenciements individuels), qui rejoignent en partie les savoirs de la place repérés par David Charrasse (1992) dans la génération des parents.

³⁶ « J'aurais aimé m'orienter vers un métier artistique ou manuel. Chanteur. Je gratte un peu, j'écris depuis longtemps, ça m'aurait bien plu. J'écris des chansons. Et il n'y a pas que ça. Je dessine. Je fais plein de trucs. Côté artistique, je fais plein de trucs. Les thèmes, la vie en général. Je regarde le journal. Il se passe un truc, je m'y mets à le travailler. Ce sont des textes que je fais avec un copain. »

RÉFÉRENCES

- Beaud Stéphane. **80% d'une classe d'âge... et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire**. Paris: La Découverte, 2003.
- Charrasse David, Noiriel Gérard, **Lorraine du Nord et anthropologie industrielle en France** : bilan provisoire, Anthropologie et sociétés, Vol 10, N°1, 1986.
- Charrasse David. Les CFC. **Pont à Mousson, colloque du GREE sur la reconversion**, 1989 (mimeo).
- Charrasse David. **Les savoirs de production**, Rapport pour le Ministère de la Culture, Paris, 1990.
- Charrasse David. **L'usine, l'écriture et la place**. Savoirs techniques dans les transports sidérurgiques (1954-1989), Genèses. Sciences sociales et histoire Année 1992. pp. 63-93
- De Chasseys Francis, « **Cinq ans de recherche sur la reconversion sidérurgique** », Utinam, revue de sociologie et d'anthropologie, 10-1993 n° 8, L'Harmattan, Besançon, 1993.
- Deshayes Jean-Luc, **Filiations et ruptures intergénérationnelles dans le bassin sidérurgique de Longwy, thèse pour l'obtention d'un doctorat, dir Jean-Pierre Terrail**, Université Nancy 2, 479 p, 1995.
- Deshayes, Jean-Luc. (2013). L'employeur territorial, une notion utile pour comprendre la (dé)structuration de l'emploi. **Travail et emploi**, 136(4), 69-80.
- Deshayes Jean-Luc. **Mémoire pour l'Habilitation à diriger des recherches en Sociologie**, 2014 : Comment un « bout de monde » peut-il aider à lire « le monde » ? Classes, territoires, générations. Études sur une longue durée dans le Bassin de Longwy.
- Deshayes Jean-Luc, **L'intermédiation de l'emploi, entre local conquis et local octroyé**, Retour sur le cas du bassin de Longwy, revue Formation-emploi, 2022/1, n°157, pages 53 à 75.
- Friot Bernard, **L'enjeu du salaire**, Ed La Dispute, 2012.
- Grafmeyer Yves, **Socialisation professionnelle et mobilité in** « Analyse des modes de socialisation-confrontations et perspectives, Cahiers de recherche IRESE, Lyon, 1988.
- Lomba Cédric , **La restructuration permanente de la condition ouvrière**. De Cockerill à ArcelorMittal, Éditions du Croquant, coll. « Champ social », 2018 - 386 p.
- Millet Mathias, Thin Daniel. **Ruptures scolaires**.. Presses universitaires de France. Presses universitaires de France, 2012, Le lien social.
- Millet Mathias, Croizet Jean-Claude. **L'école des incapables ? La maternelle, un apprentissage de la domination**. La Dispute, 2016.
- Noiriel Gérard, **Immigrés et prolétaires**, Longwy 1880-1980 Agone, 2019.
- Terrail Jean-Pierre, **Destins ouvriers, la fin d'une classe?** PUF, 1990.
- Torres Felix, **Longwy revisité** [Texte imprimé] / Paris : Fondation Saint-Simon, 1985.
- Vincent Guy (dir.). **L'Éducation prisonnière de la forme scolaire ?** Scolarisation et socialisation dans les sociétés industrielles. Lyon : Presses universitaires de Lyon, 1994.

Data da submissão: 25/02/2026

Data da aprovação: 24/04/2026